

Dossier

**Grands soucis,
petits gestes**

Pages 3 – 4

**Le problème
majeur,
c'est l'eau**

Page 4

Votre engagement compte !



PAIN POUR LE PROCHAIN ACTION DE CARÊME

Cet été en Europe, nous avons connu une sécheresse prolongée et des températures pouvant atteindre 38 degrés. Conséquences : incendies de forêt et mauvaises récoltes.

Fonte des glaciers, plantes desséchées, mort de poissons : l'été dernier, la Suisse a connu des températures comme on n'en avait plus mesuré depuis 150 ans. Voilà qui donne matière à réflexion à de nombreuses personnes en Suisse. Et pourtant, on continue allègrement à prendre l'avion, à rouler en voiture et à consommer. Sur le plan politique aussi, il se passe trop peu de choses. Les actes concrets sont à cent lieues des objectifs climatiques fixés. Il n'est pas possible de perdre encore plus de temps. Mais qu'attendons-nous donc ?

Pascale Schnyder, rédactrice en chef

Avec l'accord de Paris sur le climat, la Suisse s'est engagée à réduire massivement ses émissions de CO₂. Jusqu'à présent, peu d'actes ont suivi les paroles.

SOMMAIRE

SUR LE SUJET : Grands soucis, petits gestes Page 3

THOMAS STOCKER : Le développement est aussi possible sans énergie fossile Page 5

LES HÉROS DU CLIMAT : Ils n'attendent pas, ils agissent ! Pages 6-7

Grands soucis, petits gestes



Glacier de Morteratsch en Engadine, été 2018.

Les changements climatiques font partie des préoccupations majeures de la population suisse, et ce, bien avant la dernière canicule. Selon un sondage de la SSR réalisé en 2017, une large majorité des Suisses considère les changements climatiques comme une réalité ; elle les voit même comme une très grande menace – plus importante encore que l’effondrement du système des retraites, qu’une crise économique ou financière, que le chômage, le terrorisme ou le déclenchement

d’une épidémie. Pour la plupart, il semble également clair que des efforts sont nécessaires tant sur le plan individuel que politique si l’on veut enrayer les changements climatiques.

Légumes bio et voyages en avion

Pourtant, à l’heure actuelle, rien de suffisant n’est mis en œuvre pour réellement changer les choses, ni à l’échelle personnelle, ni au niveau politique. Les Suisses et Suissesses achètent certes toujours plus de légumes

bio de saison, mais seules quelques-un-e-s sont prêt-e-s à renoncer à prendre l’avion pour la Thaïlande ou Londres. Or, la limitation des vols de plaisance constituerait justement une grande contribution individuelle à la protection du climat. En effet, à lui seul, un vol Genève – New York engendre 3,8 tonnes de CO₂. Cela représente presque quatre fois plus que ce qui serait à disposition de chaque personne si nous nous en tenions aux objectifs de la société à 2000 watts,

un modèle de consommation durable d’énergie à l’échelle globale.

Cette contradiction entre intention et comportement ressort également d’un sondage effectué par le centre de recherche sottomo, qui a interrogé plus de 20 000 personnes. Près de 60 % des personnes questionnées ont jugé « importantes » ou « très importantes » la durabilité écologique et la conscience environnementale. Mais elles ne se distinguent pratiquement pas des 40 % restants en ce qui concerne la fréquence des voyages privés en avion.

Beaux discours et trafic des budgets

La situation n’est guère plus reluisante sur le plan politique. Certes, la Suisse a, comme tous les autres pays, signé l’accord de Paris sur le climat et annoncé qu’elle réduirait d’ici 2050 ses émissions de CO₂ de 70 % à 85 % par rapport à 1990 et abaisserait massivement ses rejets de gaz à effet de serre. Elle s’est aussi engagée à fournir un soutien financier aux programmes internationaux d’adaptation aux changements climatiques, en particulier en faveur des pays les plus pauvres.

Mais à ce jour, on constate peu d’effets. La loi sur le CO₂, actuellement en révision et élément essentiel de la politique climatique de la Suisse, est plus qu’à la traîne par rapport aux promesses faites. Elle ménage la circulation,

l'industrie nationale et la place financière, dont les investissements dans l'énergie fossile contribuent fortement à l'augmentation de la température mondiale. « Au lieu de redoubler d'efforts et d'ancrer ceux-ci dans la loi, comme le voudrait l'accord de Paris sur le climat, ces efforts sont divisés par deux », déplore Jürg Staudenmann, responsable Climat et environnement au sein d'Alliance Sud. À cela s'ajoute le fait que la Suisse entend obtenir 40 % de ses réductions de CO₂ au travers de compensations climatiques à l'étranger. « Le fait qu'un pays hautement développé comme la Suisse s'attache à tenir les promesses qu'elle a faites sur le plan international via sa force financière plutôt que par des mesures effectives de protection du climat jette une ombre sur notre pays, d'un point de vue éthique », explique Jürg Staudenmann.

Même lorsqu'il s'agit de solidarité avec les personnes qui souffrent des effets des changements climatiques, les intérêts nationaux semblent prioritaires. Au lieu d'accorder des moyens supplémentaires pour soutenir des mesures d'adaptation à ces changements dans le Sud mondialisé, le Parlement a, sans autre forme de procès, livré une nouvelle interprétation des projets d'aide au développement relatifs au climat et transformé le budget destiné jusqu'à présent au développement en budget pour le climat. Cette manœuvre augmente la contribution statistique de la Suisse aux projets sur le climat, c'est certain, mais elle ne change rien au combat contre les conséquences du réchauffement étant donné que les projets existaient déjà sous une autre forme.

Lève-tard et pionniers

Malheureusement, la Suisse est en bonne compagnie de ce point de vue. En effet, bon nombre d'autres pays ne mettent en œuvre que lentement l'accord de Paris sur le climat. C'est pourquoi les trois premières places du classement mondial établi par l'indice annuel de performance climatique sont restées vides. Comme l'indiquent les organisations à l'origine de l'indice, de gros progrès ont été réalisés dans le développement d'énergies renouvelables et en matière d'efficacité énergétique. Par ailleurs, les prix de l'énergie issue du soleil et du vent sont en train de baisser. Il n'en reste pas moins que les émissions mondiales de dioxyde de carbone (CO₂) sont à nouveau en augmentation, d'après les chercheuses et chercheurs.

Pourquoi ? Parce que les objectifs de réduction de CO₂, approuvés par les États dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat, reposent sur une base volontaire. Un État qui ne les respecte pas n'a rien à craindre. Il en va de même de l'engagement à financer des projets climatiques. Cela explique la raison pour laquelle l'argent promis par les États pour des mesures d'adaptation aux changements climatiques ne parvient que chichement dans le fonds créé à cet effet. Et tout ceci a lieu alors que dans beaucoup de pays, le thermomètre dépasse 40 voire 50 degrés, que des incendies font rage de la Grèce à la Suède, et que les deux pôles ainsi que de nombreux glaciers auront, d'ici peu, perdu une masse énorme. — *Pascale Schnyder,*

Stefan Salzmann, Julia Jawtusich



Une journée dans la vie de Kathi Hänni qui dirige depuis 33 ans avec son mari la ferme bio Heimenhaus près de Kirchlintach (BE).

« Le problème majeur, c'est l'eau »

« J'ai grandi ici, dans cette ferme. À l'époque, les saisons étaient totalement différentes d'aujourd'hui. Les hivers étaient encore rigoureux et nous étions fiers lorsqu'à fin février, nous pouvions planter les premiers plantons de salade sous le tunnel non chauffé. Aujourd'hui, nous plantons déjà en janvier sous le tunnel et dès mi-février directement en pleine terre. Quant aux légumes qui réclament beaucoup de soleil, comme les aubergines, les tomates ou les poivrons, ils poussent désormais à merveille. Ce n'était pas le cas auparavant.

Mais la hausse des températures apporte aussi son lot de problèmes. Le plus important, c'est l'eau. Il y a quelques années encore, le puits n'était jamais à sec. Mais en 2003, en 2017 et en 2018, il a tari et nous avons dû approvisionner les animaux et arroser les plantes avec de l'eau communale. À la mi-septembre, il faisait encore 30 degrés presque tous les jours et nous avons dû arroser. Cela donne à réfléchir. Les grosses chaleurs induisent également une recrudescence du nombre d'insectes et de champignons.

L'été, il faut avoir coupé tout ce qui est herbacée et salade avant 10 heures pour éviter que les feuilles ne flétrissent. Nous mettons en terre 5000 plantons tous les 15 jours. Il faut immédiatement les arroser abondamment, sinon ils meurent. Auparavant, il n'y avait pas besoin de faire cela. Heureusement, nous bénéficions du fait que nous avons recours à des plantons bio et Demeter, qui ont une meilleure vitalité et sont plus résistants que les plantes issues de l'agriculture traditionnelle.

Avec les températures actuelles, il n'est presque plus possible de travailler dans les tunnels entre 11 heures et 16 heures environ. En plein été, nous travaillons parfois dans les champs jusqu'à la tombée de la nuit, car c'est alors plus agréable. Mais nous ne pouvons pas exiger de tels horaires de la part de nos employé-e-s. De manière générale, la charge de travail a augmenté avec les changements climatiques. » — *ps*

www.heimenhaus.ch

« Le développement est aussi possible sans énergie fossile »

Changements climatiques et développement, politique climatique de la Suisse, changement des comportements. Thomas Stocker nous éclaire sur ces questions d'actualité.

Quelles sont vos préoccupations principales en ce moment par rapport au climat ?

Il y en a trois. La première, c'est que nous sortons d'un été qui a été extrême dans toute l'Europe. C'est le troisième été le plus chaud depuis 1864, le deuxième étant l'été 2015. On voit donc que les événements extrêmes sont en augmentation.

Deuxièmement, la hausse du niveau des mers et des océans s'accélère. Les personnes qui vivent près des régions côtières ou sur des îles devront s'installer ailleurs. À moyen terme, cette situation induira des mouvements migratoires. Enfin, les changements climatiques frappent avant tout des pays particulièrement fragiles et souvent démunis face aux transformations qu'engendre le dérèglement du climat.

Quelle politique énergétique préconisez-vous pour le développement des pays du Sud ?

Le développement est l'objectif principal des pays du Sud et il doit le rester. Mais il n'existe aucune loi naturelle qui indique qu'il doit reposer sur les énergies fossiles. Le développement et la mise en place de nouvelles infrastructures doivent par



Thomas Stocker est professeur à l'Institut de physique de l'Université de Berne, où il dirige le Département de physique climatique et environnementale. Cet homme de 59 ans est connu en particulier pour son rôle moteur dans l'élaboration du rapport sur le climat du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

conséquent avoir lieu en s'appuyant sur des sources d'énergie renouvelables. Pour cela, le soutien technique des pays industrialisés est nécessaire. Mais avant tout, il faut que ces pays développent des technologies, les mettent à disposition et renouvellent leurs infrastructures selon ces principes.

Y a-t-il aussi des évolutions qui vous donnent de l'espoir ?

L'accord de Paris sur le climat de 2015 est un progrès historique. Pour la première fois, tous les pays se sont déclarés en faveur d'une limitation du réchauffement climatique en dessous de 2 degrés par rapport aux niveaux préindustriels. Mais si nous voulons atteindre cet objectif, nous devons agir rapidement et, d'ici 2050, ramener à zéro notre utilisation de combustibles fossiles tels que le charbon, le pétrole et le gaz. Pour le moment, nous ne voyons malheureusement aucune évolution.

En Suisse aussi, les paroles ont jusqu'ici dépassé les actes. Où en est la politique climatique, d'après vous ?

Dans certains secteurs, les réductions d'émissions ont été

atteintes, par exemple en matière de chauffages. Nous avons, dans ce cas, une réduction de CO₂ qui a de l'effet. Mais dans le domaine de la circulation et de la mobilité, nous faisons complètement fausse route. La Suisse roule aujourd'hui avec les véhicules les plus lourds et les plus gros du monde. Près de la moitié des nouvelles voitures en Suisse sont des 4x4. L'efficacité accrue des moteurs, pour laquelle les ingénieurs ont travaillé dur, est réduite à néant.

Qu'en est-il sur le plan politique ?

C'est une politique d'intérêts hostile au climat qui domine. Il y a encore des parlementaires qui contestent ou ignorent les changements climatiques. Les grandes associations économiques ont également longtemps remis en cause puis minimisé ces changements et ne font toujours rien. D'autre part, nous sommes encore et toujours prisonniers et prisonnières d'un modèle gauchedroite, aussi en matière de questions climatiques. Mais les changements climatiques nous concernent toutes et tous, ils représentent l'un des plus grands défis du 21^e siècle et ne peuvent être résolus que de manière commune, au-delà des frontières partisanes.

Pourtant seules quelques personnes modifient leur comportement. Pourquoi ?

Il est bien plus simple de changer de comportement si la société, dans son ensemble, fixe un cadre et détermine, par exemple, combien de CO₂ elle peut émettre. On pourrait, ensuite, travailler ensemble à atteindre cet objectif.

— Pascale Schnyder

Il y a des gens qui ne veulent plus attendre en matière de protection du climat. Tandis que la politique et une grande partie de la société restent spectatrices, ils passent à l'acte.

Marta Manoki s'engage pour la forêt amazonienne

Marta vit le long de la rivière Juruena, au bord de la forêt tropicale amazonienne. Elle sait que l'Amazonie est le poumon de notre planète, car la forêt vierge dégrade le CO₂ et le stocke sous forme de biomasse. Lors du sommet sur le climat en Pologne, elle a délivré son message aux participant-e-s : « Le monde doit savoir que les indigènes d'Amazonie chérissent l'environnement et le climat ; notre forme d'exploitation forestière protège le climat. » Elle défend son habitat contre des entreprises énergétiques qui prévoient de construire plus de 100 retenues d'eau sur la rivière en vue de projets hydroélectriques. « Mon engagement pour endiguer les changements climatiques est en faveur de ma patrie et, également, de tous les êtres humains. Pour ce faire, j'aimerais rencontrer d'autres personnes poursuivant un but similaire : mes actions peuvent être source d'inspiration pour d'autres et vice-versa. C'est motivant de ne pas être seule à combattre. » — sts



Helen Joss sensibilise la jeunesse



Helen Joss est coordinatrice de l'organisation Faires Lager (camp équitable). Ancienne scoute, elle connaît la vie de camp et sait que la durabilité n'est pas ce qui motive principalement les jeunes à participer à un camp. Ils sont l'avenir et c'est la raison pour laquelle elle veut travailler avec eux. « L'objectif du projet est de sensibiliser les jeunes en Suisse au fait que notre mode de vie actuel consomme les ressources de 3,3 planètes. » Dans le cadre du projet, les jeunes mettent au point des mesures d'économie d'énergie pour leur propre camp. Helen Joss est une héroïne car elle leur apprend à devenir eux-mêmes des héros et des héroïnes du climat et à contribuer activement à le protéger. « Chaque année, nous traitons un autre aspect », poursuit Helen Joss. En 2018, l'accent porte sur les déchets. Grâce à de nombreuses idées créatives, les jeunes ont réduit leur quantité de déchets. « C'est un plaisir de travailler avec eux »,

assure la coordinatrice. Elle a par ailleurs fait en sorte que quelques jeunes puissent participer cette année à la conférence sur le climat en Pologne et parler de leurs expériences dans le cadre de Faires Lager. L'idée était d'inspirer des jeunes d'autres pays à se comporter en héros et héroïnes du climat. Vidéos des gestes héroïques contre les déchets : www.faires-lager.ch — sts

Yuyun Harmono résiste aux plantations de palmiers à huile

Yuyun Harmono est conscient depuis longtemps de l'importance de l'environnement et donc du besoin de protéger le climat. Il a commencé à s'engager en tant qu'activiste bénévole. Depuis, il est responsable de campagne et de programme chez Walhi Indonésie, le réseau environnemental le plus important et le plus ancien du pays. Il lutte au quotidien pour que les décideurs indonésiens prennent plus au sérieux la protection du climat en reconnaissant, par exemple, que la promotion unilatérale visant à augmenter les plantations de palmiers à huile cause de gros problèmes. D'autre part, Yuyun Harmono s'implique pour que les personnes particulièrement touchées par les changements climatiques, comme les paysans pauvres dans les régions rurales, reçoivent de toute urgence l'aide dont elles ont besoin pour pouvoir se protéger contre les catastrophes climatiques et s'adapter aux changements induits par le dérèglement du climat. Dernièrement, il a participé à la conférence sur le climat de l'ONU en Pologne et plaidé pour davantage de justice climatique. « Les pays riches, responsables des changements climatiques, doivent aider financièrement les pays pauvres à s'adapter à ces changements et à compenser leurs pertes », réclame-t-il au nom de Walhi. Les négociations internationales portant sur le climat sont souvent ardues, et régulièrement frustrantes. D'où viennent la résistance et l'endurance de Yuyun ? « J'ai un jeune garçon et j'aimerais que lui aussi puisse vivre un jour dans un environnement préservé et dans un monde où il fait bon vivre. » — jj



Jaqueline Lecocq invite son fonds de pension à agir

Jacqueline Lecocq, domiciliée à Genève, a pris conscience de la nécessité d'agir lorsqu'elle est devenue grand-mère. « Notre surconsommation et l'usage de combustibles fossiles qu'elle entraîne nous conduisent dans un monde toujours plus inéquitable et incontrôlable », déclare cette enseignante à la retraite. Elle ajoute : « Je n'aimerais pas laisser un monde

pareil à mes quatre petits-enfants. » Depuis qu'elle a décidé d'agir, Jacqueline Lecocq ou Jaclim, comme la surnomment ses amis et amis en raison de son engagement, prouve combien protéger le climat peut se faire de manière diversifiée. Ainsi, la présidente du groupe régional genevois des Grands-parents pour le climat travaille bénévolement dans un supermarché paysan local, met sur pied des journées de recyclage et organise des manifestations en collaboration avec d'autres groupes. Elle a également demandé à sa caisse de pension, avec le soutien d'autres assurés, de ne plus placer d'argent dans les énergies fossiles. Car malgré les changements climatiques, les caisses de pension continuent d'investir des milliards dans l'industrie du charbon, du pétrole et du gaz. Pour l'heure, huit groupes en Suisse ont remis une telle demande à leur caisse de pension. Vous pouvez aussi agir et avoir votre caisse de pension à l'œil. Vous trouverez plus d'informations sur www.retraites-sans-risques.ch — ng



Alliance climatique

Avec 70 autres organisations, *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* sont membres de l'Alliance climatique. C'est ainsi que nous agissons contre les changements climatiques notamment sur les thématiques du désinvestissement, de la pauvreté et de la justice climatique. La dernière action en date est la « Marche pour le climat » qui a eu lieu le samedi 13 octobre 2018 à Genève. Près de 5000 personnes étaient présentes pour exiger des changements immédiats de la part des gouvernements pour faire face à la crise climatique.

Tant sur le plan des citoyens que des autorités et de l'économie, il est nécessaire de réduire notre empreinte écologique. Lancée par la société civile en mars 2018, l'initiative « Pour la protection des glaciers » veut graver dans la Constitution l'interdiction de recourir à des combustibles fossiles au plus tard en 2050, avec de possibles exceptions. L'urgence est là, comme le confirme également le rapport alarmant du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publié début octobre.

www.ipcc.ch/report/sr15



Impressum :

Éditeurs : *Pain pour le prochain*, *Action de Carême*, décembre 2018 Complément rédactionnel aux différentes versions du magazine *Perspectives*
Adresses : *Pain pour le prochain*, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne / *Action de Carême*, av. du Grammont 7, 1007 Lausanne

Point final



« Cette planète est notre maison, notre seule maison. Où sommes-nous censés aller si nous la détruisons ? »

Dalaï-lama

Femme au Kenya, marchant dans un paysage fortement imprégné par les changements climatiques.

Ensemble pour une même cause

Pain pour le prochain

Nous encourageons à agir

Pain pour le prochain est l'organisation de développement des Églises protestantes de Suisse. Nous nous engageons au Nord et au Sud pour une transition vers de nouveaux modèles agricoles et économiques. Ceux-ci favorisent la coopération entre les humains et le respect des ressources naturelles. Par notre travail de sensibilisation et des alternatives porteuses d'espoir, nous motivons les personnes à devenir actrices du changement nécessaire.

Action de Carême

Oser le changement, renforcer la justice

Action de Carême est l'œuvre d'entraide des catholiques en Suisse. Nous nous engageons aux côtés de personnes défavorisées pour un monde plus juste, un monde sans faim et sans pauvreté. Nous promovons des changements sur le plan social, culturel, économique et individuel afin de favoriser des dynamiques de transformation vers un mode de vie durable. Nous collaborons avec des organisations locales dans 14 pays en Afrique, en Asie et en Amérique latine, ainsi qu'avec des organisations en Suisse.

Action de Carême
Av. du Grammont 7
1007 Lausanne
Tél 021 617 88 81
www.actiondecareme.ch
CCP 10-15955-7

Pain pour le prochain
Av. du Grammont 9
1007 Lausanne
Tél 021 614 77 17
www.ppp.ch
CCP 10-26487-1



PAIN POUR LE PROCHAIN ACTION DE CARÊME